

Cahiers du
MONDE RUSSE

Cahiers du monde russe

Russie - Empire russe - Union soviétique et États
indépendants

44/2-3 | 2003

**Les pratiques administratives en Union soviétique,
1920-1960**

Vsevolod Balickij bourreau et victime

Iurii I. SHAPOVAL



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8615>

DOI : 10.4000/monderusse.8615

ISSN : 1777-5388

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2003

Pagination : 369-402

ISBN : 2-7132-1813-6

ISSN : 1252-6576

Référence électronique

Iurii I. SHAPOVAL, « Vsevolod Balickij bourreau et victime », *Cahiers du monde russe* [En ligne],
44/2-3 | 2003, mis en ligne le 01 janvier 2007, Consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/8615> ; DOI : 10.4000/monderusse.8615

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=CMR&ID_NUMPUBLIE=CMR_442&ID_ARTICLE=CMR_442_0369

Vsevolod Balickij bourreau et victime

par IURII I. SHAPOVAL

| Editions de l'EHESS | *Cahiers du monde russe*

2003/2-3 Vol 44

ISSN 1252-6576 | ISBN 2713218136 | pages 369 à 402

Pour citer cet article :

– SHAPOVAL I., Vsevolod Balickij bourreau et victime, *Cahiers du monde russe* 2003/2, Vol 44, p. 369-402.

Distribution électronique Cairn pour les Editions de l'EHESS.

© Editions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

IURII I. SHAPOVAL

VSEVOLOD BALICKIJ BOURREAU ET VICTIME

Retracer l'histoire d'une administration à travers les parcours des hommes qui l'ont animée et dirigée relève d'une démarche désormais classique, mais qui fournit, dans le cas de la Tchéka-GPU-NKVD¹, des éclairages particulièrement importants. L'approche biographique permet en effet d'apprécier de manière très concrète la spécificité et la singularité du système socio-politique soviétique dans la mesure où les organes punitifs n'ont pas seulement rempli leurs fonctions de maintien de l'ordre mais ont également joué un rôle-clé dans la lutte politique et la réalisation des grandes transformations socio-économiques du pays.

Si les « commissaires de fer staliniens » de l'Union soviétique, tels G. Jagoda, N. Ežov, L. Berija, I. Serov, V. Abakumov et d'autres, ont fait l'objet de nombreux travaux², les dirigeants des services spéciaux des républiques soviétiques et en particulier de l'Ukraine restent, en revanche, très mal connus.

1. On trouvera une liste des abréviations à la fin de l'article.

2. « Desat' "železnych narkomov" » (Dix « commissaires de fer »), *Komsomol'skaja pravda*, 29 septembre 1988 ; A. Antonov-Ovseenko, « Kar'era palača » (La carrière du bourreau), *Zvezda*, 9, 1988, p. 141-164 ; 5, 1989, p. 72-109 ; V. Nekrasov, « Genrih Jagoda », *Sovetskaja milicija*, 1, 1990, p. 16-23 ; V. Nekrasov, « Nikolaj Ežov », *ibid.*, 2, 1990, p. 21-25 ; V. Nekrasov, « Lavrentij Berija », *ibid.*, 3, 1990, p. 18-24 ; « Jama » (La fosse), *Nedelja*, 44, 1990 ; V. Nekrasov, dir., *Berija : konec kar'ery (Berija : fin de carrière)*, Moscou, 1991, 416 p. ; V. Topoljanskij, « Ežov : portret palača » (Ežov : portrait d'un bourreau), *Nezavisimaja gazeta*, 4 décembre 1991 ; « Poslednee slovo Nikolaja Ežova » (Le dernier mot de Nikolaj Ežov), *Moskovskie novosti*, 30, 1994 ; V. Naumov, A. Karotkov, « Lavrentij Berija — laskovyj palač » (Lavrentij Berija — un tendre bourreau), *Moskovskie novosti*, 36, 1994 ; O. Hlevnjuk, « Berija : predely istoričeskoj rehabilitacii » (Berija : les limites d'une réhabilitation historique), *Svobodnaja mysl'*, 2, 1995, p. 103-110 ; V. Nekrasov, *Trinadcat' « železnych » narkomov. Istorija NKVD-MVD ot A. I. Rykova do N. A. Ščelokova, 1917-1982 (Trente commissaires « de fer ». Histoire du NKVD-MVD de A. I. Rykov à N. A. Ščelokov, 1917-1982)*, Moscou, 1995 ; Ja. Suhotin, « Pervyj enkavedešnik. Žizn' i smert' Genriha Jagody » (Le premier enkavedešnik. Vie et mort de Genrih Jagoda), *Čas pik*, 117, 1996 ; *Genrih Jagoda. Narkom vnutrennih del SSSR, General'nyj komissar gosudarstvennoj bezopasnosti. Sbornik dokumentov (Genrih Jagoda, commissaire des Affaires intérieures, commissaire général de la sécurité d'État. Recueil de documents)*, Kazan, 1997 ; N. V. Petrov, « Pervyj predsedatel' KGB general Ivan Serov » (Le général Ivan Serov, premier président du KGB),

Jusqu'à une période assez récente, Vsevolod Balickij était, en tant que *persona non grata*, absent des pages d'histoire de la ČK-GPU-NKVD. En 1989, il fit l'objet d'une première et brève mention biographique dans un article des *Izvestija CK KPSS*, consacré aux destins des membres et candidats du parti élus au XVII^e congrès du parti³. Les premiers travaux de recherche le concernant datent, eux, de 1992-1993⁴.

En mentionnant le nom de Balickij, un auteur faisait remarquer « qu'il était très difficile de fournir une appréciation non ambivalente de son activité politique »⁵. Certains l'ont présenté comme un dirigeant audacieux qui s'était opposé aux instructions de Ežov relatives à la révélation des « ennemis du peuple »⁶. D'autres l'ont considéré, au contraire, comme un responsable corrompu, entouré d'agents asservis, menant une vie dissolue et détournant les fonds publics à son profit personnel⁷.

Il est évident que Balickij ne fut pas un fanatique aveugle de l'idéal communiste, même s'il l'a défendu tout au long de sa vie. Il n'a pas non plus été un dilapidateur trivial bien qu'il ait profité des moyens que lui offrait sa position. Il ne fut pas un Casanova (l'histoire de la police politique contient de bien pires exemples) sans être pour autant un puritain. Il serait également faux de voir en lui un banal intrigant même s'il est vrai qu'il utilisa les liens spéciaux de l'époque pour négocier ses intérêts avec les plus hauts dirigeants de l'Ukraine. Qui était en réalité Vsevolod Balickij que le commissaire de l'Éducation de l'URSS d'alors avait surnommé « la guillotine de l'Ukraine » ?

Otečestvennaja istorija, 5, 1997, p. 23-43 ; N. Rubin, *Lavrentij Berija : Mif i real'nost' (Lavrentij Berija : mythe et réalité)*, Moscou, 1998 ; V. Naumov, A. Karotkov, « Berija — Tajnyj i javnyj » (Berija — secret et public), *Stoličnye novosti*, 19, 1998, etc.

3. « O sud'be členov i kandidatov v členy CK VKP(b), izbrannogo XVII s'ezdom partii » (Le sort des membres et des candidats au CK VKP(b), élu par le XVII^e congrès du parti), *Izvestija CK KPSS*, 12, 1989, p. 88 ; V. Čisnikov, « Kerivniki organiv deržavnoi bezpeki Radjans'koï Ukraïni, 1918-1953 rr. Materiali do biografičnogo dovidnika » (Les organes de sécurité d'État de l'Ukraine soviétique), *Z arhiviv VUČK-GPU-NKVD-KGB*, 2/4, 2000, p. 365.

4. V. Zolotar'ov, Ju. Šapoval, « Gil'jotina Ukraïni » (La guillotine de l'Ukraine), *Literaturna Ukraïna*, 36/37, 1992 ; V. A. Zolotar'ov, Ju. I. Šapoval, « V. A. Balic'kij. Na šljahu do pravdi pro n'ogo » (V. A. Balickij. À la recherche de la vérité à son propos), *Ukraïns'kij istoričnij žurnal*, 4-6, 1993, p. 50-63 ; 7-8, 1993, p. 53-69.

5. « U istokov. Stranicy istorii organov gosbezopasnosti Ukraïny » (Sources. Pages d'histoire des organes de la sécurité d'État d'Ukraine), *Večernij* (Kiev), 10 janvier 1989.

6. V. M. Vinogradskij, I. K. Jakimenko, « Polkovnik Šovkunenko rasskazyvaet » (Le colonel Šovkunenko raconte), *Kommunist Ukraïny*, 1, 1990, p. 78. Voir aussi « Na storozhi bezpeki Vitčizni. Vidpovidi golovi komitetu deržavnoi bezpeki Ukraïns'koï RSR general-majora M. M. Goluška na zapitannja redakcii gazet "Radjans'ka Ukraïna" » (Pour garantir la sécurité de la patrie, réponses du chef du comité de la sécurité d'État de la RSS d'Ukraine, le général M. M. Goluška, à la rédaction du journal « Radjans'ka Ukraïna »), *Radjans'ka Ukraïna*, 9 août 1988.

7. S. Skotnikov, V. Tvorinskij, « Ehu "sdajut" vlastelina », *Zerkalo nedeli*, 29 juin 1996.

Des premiers engagements révolutionnaires jusqu'à l'entrée à la Tchéka

Vsevolod Apolonovič Balickij est né le 27 novembre 1892 dans la ville de Vrekhnedneprovsk de l'ancien gouvernement (*gubernija*) de Ekaterinoslav. Il passa son enfance et sa jeunesse à Lugansk où son père travaillait comme aide-comptable dans une usine privée. Plus tard Balickij rappela que sa famille « ne possédait aucun bien », « qu'à partir de l'âge de 17 ans il avait dû subvenir à ses besoins lui-même »⁸ et qu'il était « entré en contact avec le mouvement révolutionnaire à Lugansk »⁹.

Par ailleurs, comme beaucoup de tchékistes, il présenta, selon les époques, différentes versions de son identité nationale. Ainsi, en janvier 1922, dans son enquête autobiographique de membre du Comité exécutif central (CIK) des soviets d'Ukraine, il mentionna qu'il était « russe »¹⁰, de même que dans son livret de service d'agent de la GPU de 1927¹¹. En revanche dans les documents ultérieurs il se déclara « ukrainien »¹² et ce n'est qu'après son arrestation en 1937 que, de nouveau, il se présenta comme étant « russe »¹³.

S'agissant de son origine sociale, il écrivait habituellement « issu d'employés » ou « de l'intelligenstia »¹⁴, mais ceux qui le connaissaient depuis l'époque de Lugansk affirmaient qu'il était d'origine noble¹⁵.

En 1912, Balickij entra à la faculté de droit de l'université de Moscou et suivit parallèlement les cours de l'Institut Lazarev des langues orientales. Il ambitionnait sans doute, à l'instar de ceux qui suivaient ce type de cursus, une carrière de diplomate.

Tout en ayant précisé, au début des années 1920, qu'il lisait le perse, le français et l'allemand¹⁶, Balickij ne semble pas, en réalité, avoir obtenu de succès particuliers dans sa formation linguistique car, par la suite, dans son livret de service de collaborateur de l'OGPU, il indiqua être ukrainien, que le russe était sa langue maternelle et il affirma ne connaître aucune autre langue.

8. CGAVOU [Central'nyj gosudarstvennyj arhiv Vysših organov vlasti i upravlenija Ukrainy], f. 1, op. 11, d. 2881, l. 3.

9. V. A. Zolotar'ov, Ju. I. Šapoval, « V. A. Balickij... », *art. cit.* (4-6), p. 50.

10. CGAVOU, f. 1, op. 11, d. 2881, l. 3.

11. GA SBU [Gosudarstvennyj arhiv Služby bezopasnosti Ukrainy], Kharkov, f. R-845, op. 2, d. 583, l. 161.

12. CGAOOU [Central'nyj gosudarstvennyj arhiv obščestvennyh ob'edinenij Ukrainy], f. 1, op. 1, d. 354, l. 21.

13. GA SBU, Odessa, d. 25468 FP, t. 3, l. 308.

14. CGAVOU, f. 1, op. 11, d. 2881, l. 3 ; GA SBU, Odessa, d. 25468 FP, t. 3, l. 308.

15. GA SBU, Kharkov, d. 031106, l. 42.

16. CGAVOU, f. 1, op. 11, d. 2881, l. 3 ob.

Il est impossible de savoir jusqu'à quel point Balickij maîtrisait l'ukrainien. Dans l'une des enquêtes du parti, à la question « Connaissez-vous la langue ukrainienne » (précisez : lu, écrit, parlé, employé), il répondit seulement : « Je la connais »¹⁷.

À Moscou, Balickij entra en contact avec les cercles estudiantins révolutionnaires et devint membre du parti menchevik en 1913¹⁸, fait qu'il tut soigneusement dans ses biographies officielles. Lorsqu'en 1936 Balickij découvrit que son passé menchevik avait été mentionné dans un article de la revue des gardes-frontières, son indignation fut sans limites¹⁹. Cela étant, dans les documents de service et du parti, il ne cacha pas son ancienne appartenance, ce type de « péché » étant assez courant parmi le personnel de la nomenklatura soviétique.

Il devint bolchevik en 1915 et fut mobilisé dans l'armée. Dans son autobiographie, il écrivit :

Je fus envoyé en tant qu'étudiant à l'école d'enseignes de Tiflis. Étant politiquement suspect, je fus par la suite dirigé sur le front du Caucase puis de Perse. En février 1917, je conduisais l'agitation révolutionnaire parmi les soldats et fus élu comme représentant du comité du 114^e régiment d'infanterie de réserve et comme représentant du Soviet des députés de soldats de la ville de Tabriz (Perse), tout en poursuivant, parallèlement, mon activité révolutionnaire au sein de la colonie russe et parmi les Persans démunis de la ville²⁰.

En fait, jusqu'en octobre 1917, il ne fut que vice-représentant du Soviet. Il fut arrêté pour son activité révolutionnaire et passa deux mois dans la prison du 7^e bataillon du Caucase. À sa libération, il dirigea le tribunal populaire.

En 1918, lors du retrait de l'armée russe de Perse, il demeura dans le Caucase pour poursuivre son activité révolutionnaire. D'avril à juin, il fut membre du comité du parti et du bureau du Parti ouvrier social-démocrate russe (RSDRP(b)) de Gourie et de Mingrelie. Puis, arrêté par les mencheviks géorgiens, il passa un mois et demi à la prison de Kutais et, à sa sortie de détention, le comité local du Caucase l'envoya, selon ses dires, en mission à Moscou. Il fut arrêté en cours de route par les Allemands et les représentants de la Rada, mais parvint à leur échapper et, à Kharkov, le Comité central du parti communiste d'Ukraine (KP(b)U) lui demanda de rester travailler en Ukraine²¹.

Sous le pseudonyme de « Vsevolod », il commença, en janvier 1919, son activité de « délégué spécial de la République d'Ukraine »²². Au cours de ce même mois, sur décision du Comité central du parti d'Ukraine, il fut mandaté à la Commission extraordinaire d'Ukraine (VUČK).

17. CGAOOU, f. 1, op. 1, d. 354, l. 21.

18. CGAVOU, f. 1, op. 11, d. 2881, l. 3 ob.

19. CGAOOU, f. 263, op. 1, d. 44539 FP, l. 204.

20. V. A. Zolotar' ov, Ju. I. Šapoval, « V. A. Balic'kij... », *art. cit.* (4-6), p. 50.

21. *Ibid.*, p. 51

22. CGAVOU, f. 1, op. 11, d. 2881, l. 3 ob.

L'état d'esprit et les attentes de Balickij lorsqu'il arriva à la VUČK sont bien suggérés par les vers qu'il publia dans le numéro de février 1919 des *Izvestija* du Comité des députés ouvriers et paysans de Kiev :

Main dans la main nous nous sommes soulevés pour combattre
 Et là où, hier encore, la vie était si joyeuse
 Coulent des ruisseaux de sang
 Et alors ? qu'ils coulent,
 Il n'y aura pas de pardon
 Rien ne vous sauvera, rien!

Dans quelle mesure les caractéristiques biographiques de Balickij étaient-elles conformes à celles des autres responsables (à partir du grade de capitaine) de la police politique d'Ukraine ? D'après les données tardives (années 1930) dont on peut disposer, sa position parmi le personnel dirigeant était la suivante : au 3 juillet 1936, on comptait 3 174 gradés au NKVD d'Ukraine, dont 3,3 % nés, comme Balickij, en 1892, et 55,5 % nés sur le territoire de la république d'Ukraine ; parmi eux 6,6 % s'étaient déclarés ukrainiens et 14,4 % s'étaient déclarés russes (les autres s'étant déclarés juifs). Ainsi, indépendamment de son « jeu » concernant sa nationalité, Balickij faisait partie des groupes minoritaires au sein de l'équipe dirigeante des tchékistes (rappelons que, d'après le recensement de 1926, la population de la république était composée de 75,4 % d'Ukrainiens, et de 8,1 % de Russes). S'agissant de ses origines sociales, Balickij faisait partie des 24,4 % de dirigeants « issus de familles d'employés ».

Seuls 4 tchékistes, soit 4,4 %, avaient reçu une formation supérieure, catégorie à laquelle n'appartenait pas Balickij qui n'avait pas achevé ses études universitaires comme 2,2 % de l'équipe dirigeante, l'écrasante majorité — soit 54,4 % — n'ayant, elle, qu'une formation élémentaire ! Enfin, concernant l'ancienneté dans le parti, seuls 8,8 % des dirigeants, dont Balickij, y avaient adhéré avant la révolution. Il faisait également partie des 10% ayant appartenu à d'autres partis politiques.

Dans la guerre civile et la normalisation de la NEP

Durant les premiers mois de sa carrière à la Tchéka, Balickij dirigea plusieurs départements (juridique, d'instruction, secret opérationnel et d'autres) de la république d'Ukraine. Comme on le sait, le Département d'instruction coopérait avec les organes locaux de la Tchéka. Le Département secret opérationnel s'occupait, lui, de la défense de « l'ordre révolutionnaire », assurait la prévention et la liquidation de toutes les manifestations contre-révolutionnaires.

À la VUČK, il devint immédiatement membre du collège, dirigea le Département secret (SO) et le Secrétariat. Pendant l'occupation de l'Ukraine par Denikin, en septembre-octobre 1919, il avait été représentant du tribunal révolutionnaire du secteur fortifié de Gomel. Sous sa présidence, le tribunal ne légiférait pas seulement sur les affaires de criminalité militaire et sur celles qui, du point de vue des tchékistes, menaçaient la sécurité de l'Armée rouge, mais également sur les affaires de contre-révolution, de spéculation, d'abus de pouvoir et de crimes de droit commun

car il n'existait aucun autre organe de justice dans les zones de front. D'après les instructions, les membres des tribunaux révolutionnaires devaient, pour prononcer les sentences, se laisser guider exclusivement par les circonstances de l'affaire traitée et une haute conscience révolutionnaire²³. Et il fallait voir comment ils s'acquittaient de cette tâche !

Outre cette fonction, Balickij occupa également, à partir de septembre 1919, le poste de représentant de la VUČK, vacant depuis la nomination de M. Lacis à la tête du Département secret opérationnel (SOO) de la VČK. Le tribunal révolutionnaire ne resta pas longtemps sous la direction de Balickij car « la situation révolutionnaire de Gomel s'était améliorée »²⁴ et il partit à Moscou où il collabora au Département secret et à l'Inspection politique de la VČK de la capitale²⁵. Il s'occupa là d'une section spéciale de lutte contre les déserteurs.

À partir d'août 1919, le travail de la VUČK se réduisit en Ukraine. Le Comité révolutionnaire d'Ukraine (*Vseukrrevkom*), qui fut créé le 11 décembre 1919, prit à sa charge la Direction des commissions extraordinaires et des départements spéciaux qu'allait bientôt superviser le tchékiste moscovite Mancev. Cette Direction fut réorganisée au sein de la l'Administration centrale des commissions extraordinaires de lutte face à la contre-révolution, la spéculation et les crimes professionnels auprès du *Sovnarkom* d'Ukraine (CUPČREZKOM).

Avec la participation d'unités de l'Armée rouge et d'unités spéciales, les agents de la Tchéka menèrent un combat décisif contre les rebelles ukrainiens, qui s'accompagna d'actes terroristes à l'encontre de la paysannerie, de liquidations massives d'otages et d'opposants politiques au régime bolchevik.

Au cours de l'occupation de l'Ukraine par l'armée de Denikin, des commissions avaient été créées pour juger des crimes des tchékistes. Dans ces commissions siégeaient des autorités civiles (*obščestvennye dejateli*) ainsi que des représentants alliés qui étaient donc des étrangers. Les conclusions des commissions étaient confirmées par des témoins oculaires. Mandaté par le Présidium de la VČK (5 novembre 1919) pour organiser la ČK d'Ukraine avec un groupe de collaborateurs, Balickij arriva donc dans une région fortement marquée par l'action des tchékistes et par les sanctions engagées contre eux par le gouvernement blanc. Après l'expulsion des armées blanches, beaucoup d'organes locaux d'Ukraine hésitaient à prendre la dénomination de « commissions extraordinaires » (ČK) dont les menées sanglantes étaient encore très présentes dans la mémoire de la population locale. C'est ce qui conduisit les bolcheviks à masquer la Tchéka sous l'appellation de « *Sledkom* » (Commission d'instruction). Dans le bilan annuel de la CUPČREZKOM d'Ukraine, il fut noté que « le travail de ces organes chétifs [les *sledkomy*] correspondait parfaitement à leur dénomination de compromis ».

23. *Graždanskaja vojna i intervencija v SSSR : Encyklopedija (La guerre civile et l'intervention en URSS : encyclopédie)*, Moscou, 1983, p. 132.

24. GA SBU, Odessa, d. 2151, l. 12.

25. GA SBU, Kiev, FPI [Fond pečatnyh izdanij : Fonds des publications imprimées], d. 408, l. 553.

C'est dans ce contexte qu'intervint Balickij, commandité par la VČK, dans le premier territoire tout juste libéré des bandes de Petljura, Jitomir. Le *Sledkom* de Volynie, organe faible, qui n'exerçait aucune autorité de fait, fut réorganisé de fond en comble, renommé ČK et doté de départements correspondants. Au cours du premier mois de restructuration, son activité s'était tellement accrue qu'il fut déjà possible d'affecter une partie du personnel à l'organisation de la *Gubčeka* dans la ville de Kiev, libérée par l'Armée rouge²⁶.

Fin novembre 1919, Balickij fut nommé président de la ČK du gouvernement de Kiev et plénipotentiaire de la VČK pour l'Ukraine rive droite (Pravoberežnaja Ukraina). Là, il se fit remarquer par les succès qu'il remporta dans son action pour mater la contre-révolution et lutter contre la spéculation, de même que par la façon dont il organisa le procès politique des mencheviks kieviens (21-23 mars 1920), G. Kučín-Oranskij, I. Biskij, I. Kručinskij et d'autres²⁷. Cette dernière expérience sera, par la suite, utile à Balickij.

Après la prise de Kiev en mai 1920, toute l'équipe de la Tchéka régionale fut, sous l'ordre de Mancev, évacuée à Kharkov. Le 5 mai 1920, Balickij rencontra à la gare le chef de la VČK, Feliks Dzeržinskij, qui était arrivé en Ukraine accompagné de 1 400 hommes pour renforcer l'arrière du front du sud-ouest. Sous l'autorité directe du « Feliks de fer », Balickij commença à travailler à Kharkov. Un certain nombre de documents portent leurs signatures conjointes²⁸.

C'est là qu'à partir de l'été 1920, Balickij fut l'adjoint de V. Mancev, alors responsable de la CUPČREZKOM ; il cumulait les fonctions de chef intérimaire de l'arrière, de représentant du tribunal du front du sud-ouest et de membre du collège du commissariat des Affaires étrangères de l'Ukraine. Il voyagea beaucoup dans le pays et donna l'exemple du parfait tchékiste.

Ainsi, lorsqu'il analysa le travail de la Tchéka du gouvernement d'Odessa, apparut « la nécessité de délester les lieux de détention », comme l'indiquait l'un des documents de la CUPČREZKOM. Dans ce but, un système de *trojka* fut mis en place pour résoudre rapidement le problème²⁹.

On ne sait pas exactement combien de personnes furent ainsi « délestées » à Odessa par Balickij et par le représentant local de la Tchéka, S. Rendes. En revanche, le nombre total des personnes fusillées, selon les données officielles des différentes subdivisions de la CUPČREZKOM, s'élevait à 3 879, dont 1 418 dans le gouvernement d'Odessa, soit 36,5 % de l'ensemble³⁰.

26. *Otčet Central'nogo Upravlenija Črezvyčajnyh Komissij pri Sovnarkome Ukrainy za 1920 god. K 5-mu Vseukrajnskomu s'ezdu sovetov (Compte rendu de la Direction centrale des commissions extraordinaires du Sovnarkom d'Ukraine pour l'année 1920. Pour le V^e congrès des soviets d'Ukraine)*, Kharkov, Tip. Cupčrezkom, 1921, p. 4.

27. *Bil'sovik*, 24 mars 1920.

28. V. Balickij, « Stal'naja kogorta čekistov gorditsja svoim voždem » (La cohorte d'acier des tchékistes est fière de son chef), *Proletarij*, 20 juillet 1928.

29. *Otčet central'nogo Upravlenija Črezvyčajnyh Komissij pri Sovnarkome Ukrainy za 1920 god.*, op. cit., p. 6-7.

30. *Ibid.*, p. 7.

Au cours de l'une de ses missions, Balickij fut capturé par les bandes de Mahno. La discussion avec les insurgés fut plutôt brève et il fut conduit hors du village pour y être fusillé. Cependant, ils croisèrent en chemin un des responsables de l'armée insurgée, V. Bylaš, intrigué par cet homme grand et blond dans sa tunique militaire de bonne confection. Arrêtant son cheval, il commença à l'interroger, après quoi il ordonna à ses hommes de le relâcher. Balickij n'oublia pas ce service et, à son tour, sauva la vie de Bylaš lorsque celui-ci se retrouva un an plus tard entre les mains des Rouges. Il passa alors près de deux ans dans la cellule des condamnés à mort de la prison de Kharkov. Et, durant toute cette période, Balickij ne mit pas la sentence à exécution malgré les injonctions de Moscou. Au cours de sa détention, Bylaš écrivit sous la dictée du tchékiste un livre sur les bandes de Mahno et fut amnistié³¹.

Mais Balickij fut loin d'être aussi clément avec les autres mahnovistes et quand il reçut l'information — qui se révéla fautive par la suite — selon laquelle Mahno avait été tué avec quelques atamans au cours d'un affrontement près de Sofievka, il ordonna de décapiter les « *bat'ki* » et d'envoyer leurs têtes à Moscou.

Conformément au décret du *Politbjuro* du Comité central du KP(b)U du 29 mars 1921, Balickij dirigea une commission spéciale pour la préparation du procès des membres du parti socialiste-révolutionnaire d'Ukraine. L'adjoint au responsable du Département spécial de la CUPČREZKOM chargé de l'instruction des affaires des membres du Comité central du parti SR n'avait pas rempli sa tâche jusqu'au bout et Balickij fut chargé de l'achever. Il informa le *Politbjuro* de la préparation du procès et reçut l'ordre d'inscrire « dans l'acte d'accusation les liens [des SR] avec les bandes de gardes blancs en Ukraine et à l'étranger »³².

Balickij remplit sans faille l'ordre du parti et bien que les verdicts de l'affaire des SR d'Ukraine fussent relativement cléments, la plupart des accusés ne furent que temporairement graciés par les tchékistes car ils furent condamnés, au début des années 1930, pour d'autres délits. À l'époque, en 1921, les organes du parti et de la Tchéka faisaient tout ce qui était en leur pouvoir pour diviser l'intelligentsia ukrainienne. C'était l'objectif que s'était explicitement donné le *Politbjuro* du CC du KP(b)U lors de la réunion du 4 juin 1921³³.

Les qualités de Balickij furent appréciées par ses supérieurs. Le 6 avril 1921, il fut nommé adjoint au président de la VUČK (ainsi renommé à la place de la CUPČREZKOM) et, le 11 septembre, il fut décoré, avec un groupe de collègues, de l'ordre du Drapeau rouge. Durant toute sa carrière, outre d'autres gratifications, il reçut trois décorations de cet ordre.

Fin octobre 1921, le président de la VUČK, V. Mancev, fut appelé au poste de président de la Tchéka du gouvernement de Petrograd et remplacé par S. Messing (ancien président de la Tchéka du gouvernement de Moscou). En apprenant ce changement, le Comité central du KP(b)U décida de lutter pour imposer « son »

31. V. Volkovins'kij, *Nestor Mahno : legendi i real'nist'* (*Nestor Mahno : légendes et réalité*), Kiev, 1994, p. 174.

32. CGAOOU, f. 1, op. 6, d. 14, l. 76.

33. *Ibid.* l. 130 ob

chef. Un télégramme fut envoyé au secrétaire du Comité central du RKP(b), Molotov, annonçant que « le *Politbjuro* du CC, prenant en considération le départ de Mancev, soutenait fermement la candidature de Balickij, président intérimaire de la VUČK »³⁴. En réponse, la dépêche de Moscou confirma la nomination de Messing, mais le *Politbjuro* du Comité central du KP(b)U resta sur ses positions et finit par prendre une décision de compromis, le 8 novembre 1921, en autorisant « la VČK à nommer le camarade Messing à la tête de la Tchéka du gouvernement de Petrograd, ayant maintenu le camarade Mancev en Ukraine »³⁵.

Balickij continua donc à travailler comme adjoint au président de la VUČK et, à partir du 22 mars 1922, comme adjoint au président de la GPU d'Ukraine. Il se révéla si actif et productif à son poste que, lorsque Mancev fut rappelé d'Ukraine en août 1923, sa candidature à la présidence de la GPU ne souleva aucune résistance. Il fut nommé à cette fonction le 1^{er} septembre 1923 et devint ainsi le premier personnage des services spéciaux d'Ukraine.

Si l'on compare à nouveau la biographie de Balickij à celle des responsables de la police politique d'Ukraine des années 1930, on constate qu'il faisait partie de la minorité (3,3 %) de ceux qui étaient passés du parti à la Tchéka (la majorité venait de l'Armée rouge), mais il entra dans les 44 % arrivés en service en étant membres du parti. Il appartenait également à la majorité (60 %) qui avait rejoint les rangs de la Tchéka au cours de la guerre civile et qui avait servi sous l'autorité de Dzeržinskij, que l'on appelait pour cette raison les « *dzeržincy* ». C'est sous la poigne de ces hommes-là que les dirigeants du parti d'Ukraine liquidèrent les « ennemis de classe », les « nationalistes bourgeois » et les opposants au sein du parti. C'est aux « *dzeržincy* » que revint également la tâche de purger les représentants de la nomenklatura du parti-État qui avaient participé de façon décisive à la consolidation du régime bolchevik.

Balickij au poste de commissaire

Hormis les quelques années où il fut appelé à Moscou, Balickij fit l'essentiel de sa carrière en Ukraine. Quelle politique y mena le commissaire ?

En tant que chef de l'administration républicaine du GPU-NKVD d'Ukraine, son action concernait d'abord le renforcement des structures des organes de sécurité.

Avant même d'être au poste de commissaire, Balickij fut attentif aux intérêts de ses services. Ainsi, en octobre 1921, sur sa proposition, le *Sovnarkom* d'Ukraine prit une résolution sur « l'établissement d'une prime proportionnelle aux marchandises confisquées aux contrebandiers pour récompenser les collaborateurs des départements spéciaux ». Et par la suite, les plus hauts organes du pouvoir en Ukraine donnèrent plus d'une fois satisfaction à ce type de requêtes de Balickij.

34. V. A. Zolotar'ov, Ju. I. Šapoval, « V. A. Balic'kij... », art. cit. (4-6), p. 52.

35. V. I. Lenin i VČK. *Sbornik dokumentov (1917-1922)* (V. I. Lenin et la VČK. *Recueil de documents, 1917-1922*), Moscou, 1975, p. 521.

Il lui arriva aussi de procéder à des épurations au sein de ses propres rangs pour excès et abus notoires. Ainsi, l'ordre qu'il signa le 31 janvier 1921 condamnait à mort 10 collaborateurs de la CUPČREZKOM accusés de corruption, de viols de détenus, de chantage et d'extorsion, de collusion avec les services de renseignements blancs, de détournements d'objets lors des perquisitions, d'ivrognerie et de conspiration.

Cette décision coïncida avec les controverses en cours au sein du parti. Trockij avait beaucoup d'alliés y compris parmi les tchékistes. La majorité des membres du parti du département de la GPU du gouvernement de Kiev avait voté pour la plateforme de Trockij. Parmi les trotskistes se trouvaient, notamment, l'adjoint au chef du département de la GPU, V. Gorožanin, l'adjoint du chef de la SOČ (Sekretnaja operativnaja čast') de la GPU d'Ukraine, Ja. Z. Kaminskij, le secrétaire de l'organisation du parti, responsable du Département secret (SO), P. Rahlis, le plénipotentiaire du SO, Voronov, le délégué du Département du contre-espionnage (KRO), M. Alehin, le délégué du Département économique (EKO), O. Rylkin, le délégué du Département opérationnel (OO), A. Auzen, et d'autres³⁶.

Au sein de l'appareil central de la GPU d'Ukraine, c'était l'adjoint au président, Ja. Livšic, qui avait pris la tête de l'opposition et s'était illustré non seulement par ses qualités dans le service opérationnel mais aussi par ses penchants à l'intrigue et à la formation de clans. Plus tard, Balickij se rappela ainsi cette période :

Arrivant à Kharkov, je me suis trouvé en opposition avec Livšic. Il avait des soutiens assez forts et la situation était telle que les cellules étaient partout en pleine ébullition. Tout en étant président de la GPU, je me suis senti quelques jours durant en minorité. C'est seulement par la suite que nous sommes parvenus à calmer l'auditoire, à le disperser et le dissoudre³⁷.

Le 14 février 1924, Ja. Livšic fut rappelé à l'OGPU de l'URSS et fut bientôt transféré à un poste économique. La majorité des autres opposants firent amende honorable par voie de presse, furent absouts et même promus. Quelques mois après son repentir, V. Grožanin fut appelé au poste de responsable du Département secret de la GPU d'Ukraine. Et Rahlis, qui se refusa à reconnaître ses fautes, fut rétrogradé à Ekaterinoslav.

Ce fut une bonne leçon qui donnait à comprendre que, dans les organes dirigeants, il était nécessaire d'avoir « ses gens ». Et Balickij commença activement à former son équipe.

Dès son entrée en fonction au poste de président de la GPU d'Ukraine, il commença à couvrir le travail de ses subordonnés par une auréole de mystère. Il fit en sorte que les plans de travail de la GPU d'Ukraine ne soient pas confirmés par le *Sovnarkom* et le CIK d'Ukraine, négligea la présentation des rapports réguliers de la GPU aux organes du pouvoir étatique et aux soviets locaux, et en vint même à interdire le tournage d'un film sur la GPU, dont le scénario avait été conçu par

36. CGAOOU, f. 263, op. 1, d. 33032 FP, l. 10-11.

37. *Ibid*, op. 1, d. 531, l. 75.

Ja. Livšic, sous le prétexte que le film pût dévoiler certaines activités secrètes de son administration.

En novembre 1923, lorsque l'OGPU fut créée, Balickij devint membre du Collège de l'OGPU de l'URSS. À partir du 3 mars 1924, il devint commissaire à l'Intérieur par cumul. Lorsque, le 13 août 1924, le VUCIK et le *Sovnarkom* d'Ukraine entérinèrent les statuts de la GPU d'Ukraine, la direction de cet organisme fut détachée de la tutelle du NKVD et rattachée au *Sovnarkom* d'Ukraine, son président (mandaté par l'OGPU de l'URSS) participait désormais au gouvernement de la république avec une voix délibérative. La GPU devait remplir toutes les tâches que lui fixaient le VUCIK et le *Sovnarkom* d'Ukraine, ses activités opérationnelles devaient se conformer aux directives et aux ordres de l'OGPU de l'URSS. Le suivi des affaires engagées par la GPU devait être effectué sous l'autorité du procureur par le biais d'un adjoint désigné dans le cadre défini par des actes législatifs spécifiques.

Les relations entre le parquet et la GPU pourraient constituer un thème de recherche en soi. Il y eut de nombreux malentendus entre ces institutions d'autant que les tchékistes n'estimaient pas nécessaire de coordonner leurs activités, ils ne suivaient pas les recommandations des services de contrôle du parquet dans le cours des enquêtes et des instructions, ni celles relatives aux procédures d'instruction existantes. Ils ne fournissaient aucune information, arguant du caractère secret de leurs activités.

À la suite des interventions de Balickij, le *Politbjuro* du Comité central du KP(b)U signa une série de décrets pour renforcer la GPU. Ainsi en juin 1925, dans l'une des décisions, il était précisé :

En raison du renforcement de l'activité des organisations d'espionnage, accorder plus d'attention aux organes de la GPU qu'auparavant, [...] garantir à la GPU les moyens nécessaires à son activité, [...] accorder les mêmes droits d'accès au parti (entrée, stage) aux employés permanents des secteurs opérationnels de la GPU qu'à ceux de l'Armée rouge [...]. Insister sur le renforcement des moyens existants pour le travail d'information et d'espionnage de la GPU d'Ukraine [...]. Ne permettre en aucun cas la diminution du nombre des agents de la GPU rémunérés au budget (*glasnye rabotniki*), [...] garantir l'augmentation des salaires des employés de la GPU proportionnellement aux salaires unifiés des autres administrations³⁸.

Balickij fit toujours en sorte de défendre les intérêts de son administration, soulignant qu'il servait exclusivement le parti et se conformait à sa volonté.

Le renforcement du rôle de la GPU se traduisit par la nomination, lors du plénum du Comité central du KP(b)U du 29 novembre 1927, de Balickij au titre de membre-candidat du *Politbjuro*. Dès lors, il cessa pratiquement d'assister aux réunions du gouvernement. De plus, il ne cessa de rappeler à ses subordonnés que :

L'appareil de la GPU devait remplir sans discussion la volonté du Comité central, telle qu'elle s'exprimait à travers son président. Si ordre est donné de tirer dans la foule, indépendamment du fait de savoir qui est là, et que vous

38. *Ibid.*, f. 1, op. 16, d. 1, l. 178-179.

refusez, je vous fusille tous. Il faut se conformer sans objection à ma volonté, je ne permettrai aucune protestation [...]. Le Comité central a besoin d'un appareil fort, monolithique répondant à la volonté du parti³⁹.

Au cours de l'été 1930, Balickij devint membre du Comité central du KP(b)U et membre de la Commission centrale de contrôle du CC. Le 9 février 1934, lors du XVII^e congrès du VKP(b), il devint également membre du Comité central du VKP(b). Parmi les membres de l'OGPU de l'URSS, rappelons que seul Jagoda était parvenu à cette fonction.

L'écrasement de l'opposition

Dans son activité, Balickij fit en sorte d'étrangler les oppositions internes au parti. Dans son discours au X^e congrès du KP(b)U en novembre 1927, il convainquit les délégués de l'existence d'une opposition ukrainienne agissant aussi bien clandestinement que de façon ouverte (*podpol'e i nadpol'e*), il précisait qu'elle contenait des « gens de peu, liés à des sans-parti ou à des partis antisoviétiques. C'était maintenant quasiment prouvé ». Balickij accusa les représentants de l'opposition qui travaillaient dans les institutions soviétiques d'engager de grandes dépenses afin de garantir matériellement l'activité clandestine et le développement de liens « par le biais des mencheviks » avec « l'étranger »⁴⁰.

Bientôt, dans l'esprit de Balickij, les opposants furent considérés comme la « cinquième colonne » du parti, et leurs liens avec des éléments antisoviétiques ou étrangers presque automatiquement démontrés. Interpellé une fois à ce propos, le président de la GPU d'Ukraine se défendit vivement :

Camarade Lobanov, vous accusez les organes de la GPU de réagir aux propos de l'opposition ? Oui, ils réagissent. Mais comment et pourquoi ? Parce que, camarade Lobanov, derrière l'opposition souffle la contre-révolution !⁴¹

De nombreux documents attestent que Balickij fut à l'origine de la majorité des actions de répression contre l'opposition. Ainsi, le 27 juillet 1928, il fut décidé lors d'une réunion fermée du *Politburo* du Comité central du KP(b)U :

- 1) Sur la proposition de Postyšev et Balickij, autoriser l'enlèvement de quelques opposants actifs (3-4), menant une activité subversive.
- 2) Accepter la proposition du camarade Balickij concernant la nécessité de prendre, dans d'autres arrondissements (*okruga*) d'Ukraine, quelques opposants

39. V. V. Čencov, *Politični represii v Radjans'kij Ukraïni v 20-ti roki (La répression politique en Ukraine soviétique dans les années 20)*, Ternopol, 2000, p. 48.

40. *X z'їzd KP(b)U, 20-29 listopada 1927 r. Stenografičnij zvit (Le X^e congrès du KP(b)U, 20-29 nov. 1927. Compte rendu sténographique)*, Kharkov, 1928, p. 213.

41. *Perša Vseukraïns'ka konferencija KP(b)U. Stenografičnij zvit (Première conférence du KP(b)U d'Ukraine. Compte rendu sténographique)*, Kharkov, 1926, p. 120.

particulièrement actifs, charger le cam. Balickij de dresser une liste d'opposants à enlever.

3) Charger le cam. Balickij de résoudre la question de la prise des opposants avec Moscou⁴².

Dans ses interventions, le président de la GPU d'Ukraine essaya plus d'une fois de justifier théoriquement les actions illégales et grossières de ses subordonnés, il posa les fondements d'une « base » pour écraser définitivement les trotskistes, il stigmatisa « la déviation de droite » et les « nationalistes ». Ces attaques lui réussirent particulièrement. Intervenant en 1929 à la deuxième conférence du KP(b)U, il informa les délégués qu'il existait encore des débris de « l'organisation de Trockij » dont les formes et les méthodes d'action ne se distinguaient en rien de celles de n'importe laquelle des organisations contre-révolutionnaires et que :

En plus de la propagande et de la presse clandestine, en plus de manifestations oratoires, ce groupe antisoviétique et contre-révolutionnaire [était] sur le point de mener une lutte implacable et terroriste. Je dois vous informer qu'à la veille du 7 novembre 1928, les organes de la GPU ont découvert une organisation terroriste de jeunesse trotskiste qui préparait l'assassinat du camarade Staline. Il y a peu, on a découvert un autre groupe de jeunes trotskistes⁴³.

Inutile de dire que ces déclarations du commissaire plaçaient arbitrairement n'importe quel individu sous l'appellation de trotskiste.

Avec l'aide de la GPU, la lutte « politico-idéologique » contre le trotskisme entra dans une phase décisive au cours des années 1930. En janvier 1936, dans son allocution au plénum du Comité central du parti ukrainien, Balickij souligna :

En 1923, les trotskistes pouvaient intervenir dans les réunions, agir contre le parti, démontrant son iniquité dans tel ou tel secteur. Les trotskistes d'aujourd'hui sont des trotskistes nuisibles, mouchards. C'est pourquoi, lorsque nous parlons du trotskisme et des trotskistes, nous parlons des pires ennemis et nous les mettons sur le même plan que les fascistes de l'étranger⁴⁴.

La conduite de la collectivisation forcée et de la dékoulakisation

Le 4 mai 1928, le *Politbjuro* du Comité central du KP(b)U, écoutant et analysant le discours de Balickij dans une réunion fermée, décida de « renforcer la lutte contre les éléments antisoviétiques les plus actifs dans les campagnes (anciens propriétaires et policiers, clergé, koulaks), en les réprimant »⁴⁵.

42. CGAOOU, f. 1, op. 16, d. 4, l. 318.

43. *Druga konferencija KP(b)U 9-12 kvitnja 1929. Stenografičnij zvit (Seconde conférence du KP(b)U des 9-12 mai 1929. Compte rendu sténographique)*, Kharkov, 1929, p. 53.

44. CGAOOU, f. 1, op. 1, d. 469, l. 149.

45. *Ibid*, op. 16, d. 4, l. 51.

Le 21 mai 1929, Balickij signa une directive adressée à tous les responsables des départements d'arrondissement de la GPU et des tribunaux, exigeant de mener une lutte décisive contre « les éléments koulaks qui travaillent activement à saboter les mesures prises pour la collecte des grains ». Il revenait aux départements de la GPU des districts de centraliser les dossiers d'accusation. Dans la procédure à adopter, il était indiqué : « En ce qui concerne les affaires ayant à être jugées, de sérieuses mesures de pression doivent être prises en vue des détentions afin de renverser les couches aisées des campagnes »⁴⁶.

Bientôt les déportations des « éléments antisoviétiques » aux frontières de l'Ukraine se pratiquèrent à grande échelle. S'agissant de la rapidité avec laquelle ces actions se préparaient, le décret du *Politbjuro* du Comité central du 13 octobre 1929 est assez suggestif :

Charger le cam. Balickij d'examiner rapidement la liste fournie par les autorités de Poltava pour la déportation hors d'Ukraine des koulaks et anciens possédants qui résistent à nos mesures de collecte des grains et prendre les mesures nécessaires pour accélérer leur expulsion⁴⁷.

Le président de la GPU appliqua sans faute le décret. Au 12 mars 1930, le nombre des déportés s'élevait à 60 000 personnes et, dans l'ordre (*prikaz*) n° 74 de la GPU d'Ukraine du 31 mars 1930, Balickij souligna que « le 19 mars, les organes de la GPU, avec la collaboration des paysans activistes et des pauvres, ont achevé l'opération d'expulsion des koulaks des arrondissements totalement collectivisés »⁴⁸.

Au 1^{er} juin 1930, 90 000 foyers avaient été dékoulakisés et, au terme de la collectivisation, ils furent plus de 200 000.

Balickij ne se contenta pas de donner des ordres, il participa également en personne à l'écrasement des résistances paysannes armées contre la politique du régime bolchevik dans les campagnes. Dans son rapport « sur la situation politique de la paysannerie d'Ukraine face à la liquidation des koulaks comme classe du 20/1/1930 au 12/11/1930 », il informa Ordžonikidze qu'en janvier 1930 on avait enregistré 37 révoltes massives de paysans auxquelles avaient participé 12 000 personnes, tandis que, le 9 février 1930, 11 865 individus avaient été arrêtés⁴⁹. Balickij dirigea personnellement l'état-major opérationnel pour écraser les révoltes paysannes. Le 16 mars, il télégraphia au responsable de la station de Trostianets :

Hier, je suis arrivé dans le district de Toulchin. Tout le district est soulevé. Sur les 17 arrondissements du district, 15 sont en feu. Aujourd'hui, les troubles atteignent

46. GA SBU, Kiev, FRD [Fond rasporjaditel'nyh dokumentov : Fonds des documents administratifs], l. 20.

47. CGAOOU, f. 1, op. 16, d. 7, l. 56.

48. GA SBU, Kiev, d. 2174, l. 31.

49. A. Graziosi, « Collectivisation, révoltes paysannes et politiques gouvernementales à travers les rapports du GPU d'Ukraine de février-mars 1930 », *Cahiers du Monde russe*, 35, 3, 1994, p. 480-481.

153 villages. Les autorités soviétiques ont été chassées de 50 villages [...]. Les kolkhozes ont été liquidés dans la majorité des villages du district [...]. Il y a eu des révoltes armées dans certains villages [...]. J'ai donné l'ordre d'écraser définitivement l'insurrection. Je reste aussi dans le district pour diriger les opérations⁵⁰.

Les révoltes furent bientôt écrasées, mais les actions contre le régime continuèrent.

La lutte contre la vieille intelligentsia et les « nationalistes contre-révolutionnaires »

Les bolcheviks justifiaient toutes les difficultés rencontrées par l'activation des « contre-révolutionnaires », des « forces nuisibles » et plus particulièrement des « forces nationalistes ».

Dans son discours, déjà cité, à la réunion du *Politbjuro* de mai 1928, Balickij attira l'attention sur « le renforcement de l'activité des groupes de l'intelligentsia ennemie » et, dans la résolution de la GPU, il fut dès lors exigé de « renforcer la lutte contre les groupes menant une activité antisoviétique en effectuant les arrestations nécessaires »⁵¹. Les arrestations furent effectuées sans retenue.

En juillet 1928, Balickij adressa au secrétaire général du parti communiste ukrainien de l'époque, L. Kaganovič, un rapport « sur la vivacité de la contre-révolution ukrainienne » dont il estimait que l'origine remontait à 1926, en relation avec le coup d'État de Piłsudski : « les éléments antisoviétiques ukrainiens ont vu dans la figure de Piłsudski un vieux partisan de Petljura et se sont en conséquence sensiblement redressés »⁵². L'activation des éléments nationalistes apparaissait dans ce rapport sous les termes du « renforcement des couches capitalistes et koulaks de la campagne ukrainienne »⁵³.

Balickij, de lui-même, décida de conduire, en mars 1928, « une vaste opération pour étrangler l'activisme antisoviétique ukrainien, opération qui aboutit à l'arrestation de plus de 400 personnes »⁵⁴. Dans son rapport, il faisait remarquer « que tous les groupes n'avaient pas été écrasés » et que la nécessité s'imposait « d'engager une lutte ferme avec la contre-révolution ukrainienne renaissante »⁵⁵. L'attention était surtout portée sur la campagne ukrainienne et sur l'intelligentsia travaillant dans les coopératives agricoles. Mais cela ne signifiait pas, cependant, que l'intelligentsia technique ne fût pas visée. Balickij ordonna les arrestations des ingénieurs du Donbass, la « purge » de l'appareil du Dneprostroj, l'instruction dite « de la filiale kharkovienne » du groupe des accusés du procès de Shakhty en 1928.

50. *Ibid.*, p. 549-550.

51. CGAOOU, f. 1, op. 16, d. 4, l. 52.

52. GA SBU, Kiev, FPI, l. 2.

53. *Ibid.*

54. *Ibid.*, l. 58-59.

55. *Ibid.*, l. 59-60.

Le 25 mars 1929, il adressa au Comité central du KP(b)U des « informations sur l'état d'esprit de l'intelligentsia technique »⁵⁶. Ce document affirmait l'existence de liens de l'intelligentsia technique avec le procès de Shakhty. Il faisait part également de l'opinion des ingénieurs selon laquelle le procès était « le produit de la GPU qui cherchait par là à justifier tous les échecs de la politique économique menée par le parti »⁵⁷.

L'intelligentsia ukrainienne se trouva donc au centre de l'attention de la GPU. Le 22 février 1926, le *Politbjuro* du CC du parti communiste ukrainien décida, suite au discours de Balickij « sur les dispositions de l'intelligentsia ukrainienne », d'entreprendre une lutte décisive contre les groupes droitistes qui s'y étaient infiltrés⁵⁸.

Effectivement, la désagrégation de l'intelligentsia ukrainienne occupa continuellement l'activité de Balickij et de ses services. Ils organisèrent les filatures de ses représentants les plus en vue, à commencer, par exemple, par celle de l'académicien M. Gruševskij revenu d'émigration en 1924. Et ceci indépendamment du fait qu'à son retour l'académicien avait reçu une lettre du *Sovnarkom* d'Ukraine, signée de Balickij et de Čubar´ dans laquelle il lui était assuré qu'il ne serait soumis à aucune perquisition, aucune arrestation ni aucune autre poursuite.

Sous l'autorité de Balickij, les services spéciaux menèrent leur propre politique dans le contexte de l'indigénisation (*korenizacija*) des républiques, proclamée par le parti dès 1923 (en Ukraine elle prit essentiellement la forme de l'ukrainisation). Tous les représentants plus ou moins marquants de l'intelligentsia ukrainienne étaient épiés. Des éléments compromettants étaient accumulés à leur sujet et la GPU allait bientôt les utiliser. Par exemple, au printemps 1930, un procès politique grandiose se déroula à Kharkov — celui de « l'Union pour la libération de l'Ukraine » (SVU) dont le chef des accusés était l'académicien Sergej Efremov.

Dans le contexte de la liquidation de la NEP, de la dékoulakisation, de la collectivisation forcée à grande échelle et de la résistance massive de la paysannerie, le procès de la SVU donna le signal de la mise au pas des intellectuels d'Ukraine dont l'activité et l'existence même dans le contexte de l'ukrainisation contrôlée, était désormais assimilée à la lutte des Ukrainiens des années 1917-1920 pour l'établissement d'un État indépendant. Tous les accusés furent condamnés à des peines d'emprisonnement de durée variée, 12 d'entre eux furent fusillés en 1937-1938, cinq moururent dans les camps. En définitive, plus de 30 000 personnes furent ainsi jugées et déportées au cours de la décennie.

La liquidation de l'Église orthodoxe autocéphale d'Ukraine

Comme on le sait, l'Église occupa l'attention du régime bolchevik dès le début des années 1920 et fut au centre de l'activité des tchékistes. Le 25 juillet 1926, le

56. Gosudarstvennyj arhiv Luganskoj oblasti, f. 34, op. 1, d. 895, l. 21.

57. *Ibid.*, l. 20.

58. CGAOOU, f. 1, op. 16, d. 2, l. 136.

Politbjuro du Comité central du KP(b)U examina et confirma la « proposition de la Commission des questions pour les affaires de l'Église » (dans laquelle siégeait le président de la GPU d'Ukraine). Il fut décidé entre autres :

- 3) D'entériner les remarques de la Commission sur les mesures à prendre contre les dirigeants (Potienko, Jareščenko et Šaraevskij) de l'Église autocéphale, de faire connaître par la presse leur activité contre-révolutionnaire, de charger la Commission de poursuivre le travail de dissolution des autocéphalistes [...].
- 6) D'envisager l'ouverture à Kiev d'un Institut de l'Église rénovée [...] sous le strict contrôle de la GPU.
- 7) De confier à une Commission spéciale l'évaluation des moyens nécessaires à la GPU pour son travail parmi le clergé [...] ⁵⁹.

De fait, en 1927, le métropolite V. Lipkivskij fut écarté de la direction du II^e concile de l'Église orthodoxe d'Ukraine et c'est ainsi que commença la liquidation de l'Église orthodoxe autocéphale d'Ukraine (UAPC)⁶⁰.

V. Čehovskij fut nommé à la présidence du II^e concile, mais en septembre 1928 la GPU d'Ukraine lui interdit de mener une quelconque activité religieuse. Entre 1926 et 1929, cinq hiérarches de l'UAPC furent arrêtés⁶¹, 34 membres du haut clergé, plus de 2 000 prêtres et autres serviteurs du culte furent liquidés⁶².

L'intermède moscovite et la famine de 1932-1933

Au cours de sa carrière au poste de commissaire du NKVD-GPU d'Ukraine, Balickij passa, au début des années 1930, quelque temps à Moscou où, à partir d'août 1931, il fut nommé adjoint au président de l'OGPU d'URSS. Son activité à ce poste n'est pas encore entièrement connue. On sait qu'il conduisit, en septembre 1932, le premier interrogatoire de Martem'jan Rjutin qui s'était opposé à Stalin en mai 1928. Le 11 octobre de cette année-là, B. V. Menžinskij, G. Jagoda et V. Balickij, entre autres, condamnèrent à mort Rjutin selon des procédures judiciaires (la sentence fut par la suite commuée en 10 ans de camp).

Le 15 novembre 1932, le *Politbjuro* du Comité central du VKP(b) décida de mettre en place un système de passeport unique dans le but de « décharger Moscou, Leningrad et d'autres grands centres du pays des éléments non productifs, des

59. *Ibid.*, l. 77.

60. O. Zinkevič, O. Voronin, *Martirologija ukraïns'kih cerkov (Martyrologe des Églises ukrainiennes)*, t. 1 : *Ukraiïns'ka pravoslavna cerkva (L'Église ukrainienne orthodoxe)*, Toronto-Baltimore, 1987, p. 142-144.

61. O. Zinkevič, « Sprava Ukraïns'koï aftokefal'noï pravoslavnoï cerkvi na procesi Spilki vizvolennja Ukraïni i її likvidacija u 1930 r. » (La question de l'église autocéphale pendant les procès de l'Union de libération de l'Ukraine et sa liquidation en 1930), *Sučasnist'*, 1988, p. 225.

62. V. Roztal'nij, « Mitropolit — mučenik » (Le métropolite martyr), *Golos Ukraïni*, 19 avril 1992.

koulaks et autres criminels de droit commun en cavale ainsi que des éléments nuisibles à la société (*antiobščestvennye elementy*) ». Pour mettre en application cette nouvelle loi, une commission spéciale fut créée sous la direction de Balickij. Au bout de huit jours, celui-ci présenta à Stalin trois projets de décret du CIK et du *Sovnarkom* « sur l'application d'un système unique de passeport dans les villes de l'Union soviétique », « sur le système de contrôle et d'enregistrement de la population de l'URSS », « sur la mise en place de la *propiska*, et sur la régulation des entrées et des sorties des villes de Moscou, Leningrad et Kharkov »⁶³. Ces décrets furent effectivement mis en application le 27 décembre 1932.

Balickij eut souvent l'occasion de rencontrer Stalin durant cette période. D'après le registre des visites du secrétaire général, ils se retrouvèrent plus d'une vingtaine de fois, essentiellement en 1931 et 1932⁶⁴.

Balickij fut nommé président de la « Commission de mobilisation du collège de l'OGPU de l'URSS » en automne 1932⁶⁵. Il ne resta cependant pas longtemps à Moscou car, fin novembre, il fut envoyé comme plénipotentiaire de l'OGPU de l'URSS dans l'Ukraine affamée. Le 1^{er} décembre, il fut élu membre du *Politbjuro* du Comité central du KP(b)U⁶⁶.

Hormis cet épisode moscovite, Balickij agit en Ukraine. Quelle politique y mena le commissaire ?

Arrivant à Kharkov fin 1932 en tant que plénipotentiaire spécial de l'OGPU de l'URSS, Balickij constata qu'il existait en Ukraine un sabotage organisé de la collecte des grains, des semailles d'automne, que les communistes et les activistes étaient terrorisés dans les villages et conclut à l'existence d'un mouvement contre-révolutionnaire clandestin, lié aux services de renseignement étrangers.

Dans son ordre opérationnel n° 1 du 5 octobre 1932, il avait déjà chargé la GPU d'Ukraine de détruire toute organisation clandestine. Quelques jours plus tard, il ordonna de prendre toutes les mesures nécessaires pour couper court aux fuites des paysans qui traversaient les frontières de la république en quête de grains, il intima également l'ordre de partir à la recherche du grain usurpé.

Peu après, les groupes opérationnels de choc placés sous la responsabilité du vice-président de la GPU d'Ukraine, K. Karlson, firent savoir qu'ils avaient liquidé « une organisation contre-révolutionnaire insurgée et nuisible » qui exerçait son influence sur 133 arrondissements d'Ukraine, comptant jusqu'à 3 000 individus, possédant des cellules dans 114 kolkhozes, 102 MTS, 67 chefs-lieux d'arrondissement et préparant un soulèvement pour le printemps 1933.

63. « Izmenenie pasportnoj sistemy nosit principal'no važnyj harakter » (Le changement de système de passeport a par principe un caractère important), *Istočnik*, 6, 1997, p. 104-105.

64. Les visites de Balickij ont été notées sur le registre les 21 juillet, 12 novembre et 28 décembre 1931 ; les 26, 27 février, 5, 7, 9, 10, 15, 19, 27 mars, 4, 5 avril, 2 mai, 21, 26 septembre, 8 octobre, 15, 24, 28 novembre 1932 ; le 28 novembre 1934 ; le 1^{er} avril 1937.

65. A. I. Korukin, N. V. Petrov, « OGPU (1929-1934) », *Svobodnaja mysl'*, 8, 1998, p. 106.

66. CGAOOU, f. 1, op. 1, d. 535, d. 109.

Les arrestations massives ne mirent cependant pas fin au problème d'approvisionnement en blé et dans l'ordre opérationnel du 13 février 1933, Balickij écrivit :

Actuellement nous nous trouvons face à la préparation d'un plan d'organisation de soulèvement armé en Ukraine pour le printemps 1933 ayant pour but de renverser le pouvoir soviétique et d'établir un gouvernement capitaliste, dit « République d'Ukraine indépendante ».

Il attribua à la GPU d'Ukraine « une tâche prioritaire et essentielle — garantir les semailles de printemps »⁶⁷. Il définit ce qu'il exigeait des responsables régionaux de la GPU :

Achever et régulariser, dans un délai de dix jours, les affaires de la périphérie insurgée [...] et les transmettre pour examen à la *trojka* judiciaire de la GPU d'Ukraine. Laisser à disposition seulement ceux qui, d'après leur déposition, pourraient contribuer à mettre au jour les liens existants avec d'autres organisations, à découvrir de nouveaux participants placés à la tête de centres de conspiration à l'intérieur du pays et à l'étranger. Concentrer tous les détenus dans les départements régionaux⁶⁸.

Bientôt, Balickij rapporta que, sous la direction du responsable de la Direction économique (EKU) de la GPU d'Ukraine, S. Mazo, « une organisation contre-révolutionnaire avait été liquidée dans un village d'Ukraine et qu'elle était liée à des organisations analogues de Moscou, d'autres régions de l'URSS et de l'étranger » et que ses services avaient découvert l'existence d'un puissant réseau d'espionnage qui avait pénétré les organes de renseignement, les usines de production de véhicules et d'armement. À Moscou, les spécialistes ukrainiens détenus furent amalgamés à cette organisation soviétique « contre-révolutionnaire dans l'économie agricole » et ils furent fusillés en mars 1933.

Voici comment Balickij présentait lui-même ses méthodes de travail au cours de cette période :

Dans les quatre mois qui ont suivi le stockage des grains, soit jusqu'au 15 novembre, 11 000 personnes ont été arrêtées pour des affaires d'approvisionnement ; durant la période du 15 novembre au 15 décembre — 16 000 individus dont 435 membres du parti, 2 260 cadres de l'appareil kolkhozien dont 409 présidents de kolkhozes, 441 comptables et aides-comptables et 107 présidents de soviets. Parmi eux, 108 ont été condamnés par la *trojka* à être fusillés, mais 100 affaires restent encore en cours d'examen. Au cours des deux dernières décades, 700 000 pouds de grains ont été trouvés dans les fosses et les entrepôts clandestins (7 000 fosses et 100 entrepôts). Les exploitants individuels se cachent dans les kolkhozes et en particulier dans ceux qui ont atteint les normes d'approvisionnement...

67. Arhiv UVD [Upravlanija vnutrennih del] Har'kovskoj oblasti, f. 48, op. 1, por. 1, t. 3, l. 1.

68. *Ibid.*, l. 4.

Au cours des deux-trois derniers jours, nous avons adopté dans la région de Kharkov une nouvelle méthode d'intervention. C'est un collaborateur de la GPU qui se rend en uniforme dans le kolkhoze et négocie avec le président et les membres de l'administration kolkhozienne la remise des grains au cours d'un entretien très serré. Dans le kolkhoze de « Červonnyj Gospodar´ », on a abouti à une augmentation considérable du niveau de la remise qui est passé en deux jours de 58 à 96 % de la norme du plan. « Nov[e] Žittja » est passé de 54 à 80 % de la norme, etc. Nous pensons diffuser cette méthode dans d'autres régions⁶⁹.

L'une des préoccupations majeures du président de la GPU d'Ukraine était de maintenir secrète l'existence même de la famine et de ses conséquences meurtrières (le bilan de cette famine oscille entre 4 et 6 millions de vies humaines en Ukraine).

Le retour de Balickij en Ukraine ne fut pas seulement motivé par sa participation aux luttes internes pour le pouvoir à la Lubjanka mais également par le décret du Comité central du VKP(b) du 24 janvier 1933 dans lequel l'organisation du parti d'Ukraine était sévèrement jugée pour n'avoir pas rempli le plan de stockage des blés. Le décret entraîna d'importants changements parmi les cadres dirigeants de la république. Le plus significatif d'entre eux fut la nomination de P. P. Postyšev au poste de deuxième secrétaire du Comité central du KP(b)U, lequel conservait par ailleurs sa fonction de secrétaire du VKP(b). Le « deuxième premier secrétaire », comme on l'appelait dans les coulisses des organes dirigeants, investi des pleins pouvoirs conférés par Stalin, conseilla le secrétaire général sur le changement du secrétaire du KP(b)U de l'époque, S. Kosior. Il fut bientôt évident, compte tenu du jugement négatif porté par le décret sur le travail de l'organisation du parti d'Ukraine, que le deuxième premier secrétaire était venu pour assurer le « rétablissement de l'ordre ». Les actions de Postyšev et Balickij aboutirent, en définitive, à une instrumentalisation de la famine pour mettre fin à la politique d'ukrainisation et détruire radicalement les forces intellectuelles de la république (nombreuses arrestations dans le corps enseignant, parmi les scientifiques, les écrivains et, plus généralement, les représentants de la culture). Ce ne sont pas seulement des millions de paysans qui moururent. Les arrestations de masses conduisirent finalement à une nouvelle étape dans l'ukrainisation des Solovki, du Kazakhstan et de la Sibérie...

Le début des purges ethniques

D'un point de vue général, la plus grande purge ethnique à laquelle la république assista fut celle que Balickij réalisa contre les Ukrainiens, lui-même et ses subordonnés ne ressentant aucune attache spécifique pour ce pays, ne s'identifiant jamais aux « aborigènes ukrainiens », qu'ils étaient seulement appelés à « servir ».

69. D'après Ju. Šapoval, *Ukraina XX stolittja : osobi ta podii v kontekstii važkoï istorii (L'Ukraine au XX^e siècle : les personnes et les événements dans le contexte d'une histoire complexe)*, Kiev, 2001, p. 68-69.

Néanmoins, Balickij coordonna également la lutte engagée contre d'autres nationalistes « contre-révolutionnaires ». La détérioration des relations de l'URSS avec l'Allemagne et la Pologne et le renforcement simultané des campagnes de propagande anti-germanique et anti-polonaise contribuèrent à la forte défiance du pouvoir soviétique à l'égard des populations polonaise et allemande.

En mars 1931, déjà, Balickij faisait remarquer que « les colonies allemandes, tchèques et polonaises constituaient des foyers privilégiés d'espionnage et de nuisance » et il exprima son inquiétude devant le fait que « dans l'arrondissement de Novograd Volinsk, sur 15 soviets de villages, 4 étaient allemands, 1 était polonais et 1 tchèque et il n'y avait pas d'indicateurs »⁷⁰.

En 1932 commencèrent en Ukraine les arrestations des membres de la POW (Polska Organizacja Wojskowa, Organisation militaire polonaise), organisation qui menait « un travail permanent d'espionnage, de diversion, de terrorisme dans le dessein de renverser la dictature du prolétariat en Ukraine, de détacher l'Ukraine de l'URSS et de la rattacher à l'État impérialiste polonais ». La POW avait effectivement existé et combattu le pouvoir soviétique au cours de la guerre civile, mais elle avait été démantelée dès 1921-1922 par les tchékistes. Dix ans plus tard, la GPU d'Ukraine décida de ressusciter la POW en accusant les Polonais arrêtés d'être membres de cette organisation. On en découvrit bientôt le chef en la personne de B. Skarbek, un ancien responsable du bureau polonais du Comité central du parti communiste ukrainien, qui fut arrêté le 15 août 1933.

En novembre 1933, lors du plénum du Comité central du KP(b)U, fut notifiée « la pollution des kolkhozes, des écoles, des clubs et des instituts par des éléments fascistes polonais et allemands » et il fut exigé de purger ces organisations de l'ennemi.

En avril-juin 1934, la GPU d'Ukraine réalisa « un bon score en arrêtant les éléments fascistes les plus actifs dans les colonies et les arrondissements nationaux »⁷¹ et le 22 mai 1934, Balickij rapporta l'arrestation de 85 individus, dont la plupart étaient des serviteurs du culte, ainsi que la préparation d'une autre vague d'arrestations de 60 personnes. Les arrestations des membres de la POW commencèrent également en Biélorussie.

Il est caractéristique que l'opération polonaise se soit déroulée sous le contrôle étroit des plus hauts dirigeants. La sanction adressée par le *Politbjuro* du Comité central du VKP(b) conduisit à l'organisation, en Ukraine et en Biélorussie, de procès relatifs aux membres de la POW. La décision du même *Politbjuro* du 31 mai 1934 autorisa « l'OGPU à mettre à exécution les condamnations des membres de la POW et de ses provocateurs au sein du parti communiste de Pologne ».

Mais ces mesures répressives, intervenant au moment même où étaient engagées parallèlement des arrestations massives au sein de la minorité allemande, donnèrent peu de résultats. En juillet 1934, P. Postyšev et A. Ljubčenko adressèrent une lettre à Stalin dans laquelle ils demandaient l'aval du secrétaire pour préparer des actions

70. Arhiv UVD Har'kovskoj oblasti, Prikaz GPU USSR n° 65, 15 mars 1931.

71. CAFSB RF [Central'nyj Arhiv FSB Rossijskoj Federacii], d. 11554, t. 2, l. 401 ob.

réellement décisives contre les individus qui « menaient ouvertement une activité fasciste provocatrice »⁷².

Malgré les succès évidents rencontrés dans la lutte contre les « fascistes », Balickij soulignait toujours, en novembre 1934, que les instructions en cours « n'avaient pas encore mis au jour ni atteint profondément, loin de là, la clandestinité contre-révolutionnaire » et il préconisait en conséquence de prendre les mesures répressives qui s'imposaient à l'égard de la contre-révolution allemande, en renforçant les arrestations et les déportations et en passant par les armes les plus dangereux des activistes. Il recommandait également « de pratiquer des interrogatoires des témoins qui pouvaient attester de l'activité criminelle des accusés »⁷³.

Par la suite, Balickij ne cessa de revenir sur l'existence de fascistes allemands et polonais en Ukraine. Dans son discours, présenté au plénum du Comité central du KP(b)U en novembre 1936, il rappela que, malgré la répression engagée contre les membres de la POW en 1933-1934, ses services avaient de nouveau découvert « des membres de la POW dans les rangs du parti. L'ennemi ne se rend pas [...]. Fin 1934 et en 1935, tout une série d'émissaires polonais ont séjourné en Ukraine »⁷⁴. Dans son télégramme adressé aux responsables régionaux des départements du NKVD, le 20 juillet 1936, il soulignait que les affaires en cours d'instruction relatives aux Allemands étaient entravées par les insuffisances de l'instruction menée par les chefs locaux du NKVD et il exigeait donc « de renforcer le rythme du travail opérationnel et d'instruction en prenant en considération l'influence croissante du rôle et de l'activité des consulats allemands, en particulier au cours des dernières années »⁷⁵.

En 1936, en tant que membre de la Commission spéciale d'État, Balickij dirigea les déportations de 15 000 familles polonaises et allemandes⁷⁶.

En définitive l'action de Balickij en faveur de la consolidation du régime bolchevik fut exemplaire et sans faille. À la suite des décrets du CIK et du SNK de l'URSS des 7 octobre et 26 novembre 1935 concernant la création de l'Administration centrale de la sécurité d'État (GUGB) du NKVD de l'URSS, le commissaire aux Affaires intérieures de l'URSS, Jagoda, devint commissaire général à la Sécurité d'État et le commissaire aux Affaires intérieures d'Ukraine, Balickij, fut nommé commissaire de la Sécurité d'État de premier rang. Néanmoins, cette nomination ne lui fut pas salvatrice.

72. V. B. Evtuh, B. V. Čirko, *Nimci v Ukraïni (1920-ï — 1990-ï roki) (Les Allemands en Ukraine, des années 1920 aux années 1990)*, Kiev, 1994, p. 60.

73. CA FSB RF, d. 11554, t. 2, l. 402-403 ob.

74. CGAOOU, f. 1, op. 1, d. 472, l. 70.

75. CA FSB RF, d. 11554, t. 2, l. 401-402 ob.

76. Ju. P. Bondarčuk, « Masovì deportacii naseleennja Podillja » (Les déportations massives de population en Podolie), *Z arhiviv VUČK-KGB*, 1-2, 1997, p. 130.

Épilogue

Le 11 mai 1937, Balickij fut nommé chef de la Direction du NKVD pour le *Kraj* d'Extrême-Orient (DVK). Avant de partir pour sa mission, il s'entretint avec le vice-commissaire de la Sécurité de 3^e rang, V. T. Ivanov, chargé de le remplacer, et informa son subordonné que « selon l'avis de Ežov et de l'Administration centrale de la sécurité d'État du NKVD de l'URSS la contre-révolution avait été écrasée en Ukraine », puis il partit à Moscou.

À la Lubjanka, il fut bien reçu par N. Ežov et M. Frinovskij qui lui précisèrent qu'il partait en Extrême-Orient avec la mission spéciale d'y mettre au jour la conspiration trotskiste existante. En arrivant le 3 juin à Khabarovsk, le nouveau chef du NKVD de la région commença à agir selon ses habitudes, rapidement et radicalement. Le lendemain de son arrivée, le président du parti d'Extrême-Orient, G. Krutov, fut arrêté et lors du premier interrogatoire auquel le soumit le responsable des brigades d'inspections spéciales de la GUGB NKVD de Khabarovsk, A. Arnol'dov-Kessel'man, il avoua l'existence d'un complot trotskiste de droite dans le *Kraj*. Ainsi commença le processus de purges du *Kraj* d'Extrême-Orient sous l'autorité de Balickij, mais celui-ci eut à peine le temps d'achever sa tâche.

Le 19 juin 1937, Balickij fut démis de ses fonctions de chef de la Direction du NKVD pour le *Kraj* d'Extrême-Orient et le 25 juin, lors du plenum du Comité central du VKP(b), il fut exclu du CC et du parti, son dossier fut transmis au NKVD « pour trahison du parti et de la patrie et pour activité contre-révolutionnaire ». Le 7 juillet, il fut arrêté dans son wagon de service, par ordre n°15 signé de Ežov (non daté), et envoyé à Moscou. Lors des interrogatoires effectués par l'adjoint du commissaire à l'Intérieur de l'URSS, Bel'skij, par N. Nicolaev-Žurid, chef du 5^e département de la GUGB NKVD de l'URSS et son adjoint, M. Listengurt, Balickij reconnut avoir été contacté fin 1935 pour participer au complot militaro-fasciste de Jakir. Ce dernier l'aurait, soi-disant, fait entrer dans le groupe dirigeant ukrainien de cette conspiration qui préparait un soulèvement armé dans le dessein de restaurer une Ukraine indépendante et capitaliste. Il fut également accusé d'avoir saboté la lutte engagée avec la contre-révolution. Le 25 novembre 1937, il fut condamné à la peine capitale par le commissaire du NKVD, le procureur de l'URSS et le président du Collège militaire de la Cour suprême de l'URSS pour participation à un complot militaro-fasciste et fut fusillé le 27 novembre.

Sa femme de 43 ans connut le même destin le 28 octobre 1937. Elle avait été arrêtée le 17 juillet et ne fut interrogée qu'une seule fois, le 4 septembre. Elle était principalement accusée de connaître l'activité antisoviétique de son mari et d'avoir caché le fait aux autorités. Balickaja, sentant sa santé diminuer de jour en jour, adressa au juge d'instruction une lettre d'explication dans laquelle elle écrivait notamment ceci :

J'ai vécu avec mon mari durant plus de 20 ans. Depuis 1919 ou depuis la fin 1918, il a travaillé sans trêve dans la ČK-NKVD. C'était à mes yeux un homme qui combattait la contre-révolution. Ce que vous m'avez dit à l'interrogatoire, je

ne le savais pas. Depuis 1927, après les disettes, j'ai commencé à être malade et depuis 1930 ma maladie s'est sérieusement aggravée. Elle m'a causé de fortes souffrances physiques et a détruit mon système nerveux. Ces souffrances m'ont amenée à songer au suicide. Seule l'existence de mon fils malade m'a dissuadée de passer à l'acte. À la maison, on a toujours essayé de me protéger. J'ai été envoyée plusieurs fois en cure et j'ai été soignée dans une clinique pour maladies nerveuses. Voilà les conditions dans lesquelles je vivais. Monsieur l'instructeur, je vous certifie et je jure que je ne savais rien, je suis déjà une invalide complète et il me reste peu de temps à vivre. Je vous demande d'accélérer l'instruction. Le 16 septembre, cela fera deux mois que j'ai été arrêtée⁷⁷.

Cette demande n'a pas été entendue et d'autres parents de Balickij ont été également victimes de la répression.

Les « péchés » de Balickij

Selon la tradition, on commença à réunir les éléments compromettants concernant Balickij bien avant son arrestation. Ainsi des documents avaient été recueillis au sujet de sa dépravation, des beuveries qu'il organisait chaque semaine dans la maison de repos « Dedovščina » et sur le bateau de loisirs *Dniepr*, des épouses de ses subordonnés avec lesquelles il avait des liaisons presque ouvertes (les épouses de Šarov, Semenov, Čirskij, Evgen'ev et d'autres...).

Comme on le sait, l'accusation de débauche était un atout dans la lutte politique et cette carte était utilisée à chaque fois qu'il s'agissait de détruire un fonctionnaire soviétique. Le cas de Balickij n'avait rien d'exceptionnel. Il suffit, par exemple, de se rappeler que lorsque Jagoda fut arrêté, on trouva chez lui 3 904 photos pornographiques, 165 pipes et porte-cigarettes de contenu pornographique ainsi que 11 films pornographiques⁷⁸. Ežov, lors de son instruction, avait été officiellement accusé d'avoir eu des relations sexuelles avec des femmes comme avec des hommes. On connaît aussi les aventures amoureuses de Berija⁷⁹.

Les excès reprochés à Balickij concernaient également son train de vie privé. Ainsi 8 500 roses avaient été plantées dans le jardin de son hôtel particulier, il avait fait installer un jardin zoologique et possédait même une orangerie. Il était connu pour être, ainsi que sa femme, particulièrement dépensier, achetant avec les deniers publics des antiquités, des bijoux et des œuvres d'art. Pour satisfaire un des caprices de Balickij, il fallut partir à la recherche d'un âne dans toute l'Ukraine et, à défaut de l'avoir trouvé, ce fut un poney de Poltava d'une valeur de 5 000 roubles qui fut ramené. L'aménagement de la chambre du fils des Balickij avait coûté

77. Ju. Šapoval, *Ukraina XX stolittja, op. cit.*, p. 41-42.

78. Ja. Tinčenko, « S dnem roždenija GULAG ! » (Joyeux anniversaire, GULAG !), *Kievskie vedomosti*, 21 juin 1999 ; E. Emakov, « Žizn' i smert' Genriha Jagody » (Vie et mort de Genrih Jagoda), *Razbor*, 2, 2000.

79. B. B. Brjuhanov, E. N. Šoškov, *Opravdaniju ne podležit. Ežov i ežovščina. 1936-1938 (Injustifiable, Ežov et la ežovščina, 1936-1938)*, Saint-Pétersbourg, 1998, p. 137.

35 000 roubles. Balickaja, qui avait été accusée d'espionnage en faveur de l'Allemagne, avait effectivement séjourné plusieurs fois dans ce pays pour s'y faire soigner sous un faux nom (en 1927, 1933 et 1934) et une fois en Autriche en 1932. Mais on sait que de nombreux représentants de la nomenklatura soviétique, et pas seulement leurs épouses, se faisaient soigner à l'étranger.

S'agissant des excès de Balickij, il faut également mentionner le culte de la personnalité, car si le fait est avéré en ce qui concerne Stalin, il l'est moins à l'échelle des dirigeants républicains, tels Kosior, Postyšev et Balickij, qui fit donner son nom, dès 1929, à l'école républicaine de la milice, en 1934 au stade Dynamo de Kharkov, en 1936 à l'école de Kiev n° 61, au Haras n° 62 et au village Ladan de l'*oblast*' de Tchernigov.

L'indulgence du commissaire à l'égard du comportement des cadres de la GPU-NKVD

Il est évident que Balickij, contrairement aux accusations qui seront portées contre lui, ne recrutait pas d'agents d'organisations contre-révolutionnaires. En revanche, il est vrai qu'il fermait les yeux sur de nombreux abus de ses subordonnés qui, s'ils avaient été commis par de simples citoyens soviétiques, auraient conduit à des peines d'emprisonnement. Il devait, vraisemblablement, considérer que les éléments compromettants qu'il conservait sur ses subordonnés lui permettraient de se faire obéir plus facilement. Il faut préciser néanmoins que les bolcheviks purs et durs, qui pouvaient revendiquer une biographie tout à fait cristalline, servaient le président de la GPU avec la même ferveur que les plus corrompus, car tous étaient également dépendants de Balickij pour l'avancement de leur carrière et de leur bien-être matériel.

Ce fut le cas, par exemple, de l'ex-secrétaire de la cellule communiste de l'Institut d'économie de Kiev, S. Bronevoj, qui avait été exclu du parti pour trotskisme en 1927, et qui fut engagé l'année suivante à la GPU d'Ukraine. Cette nomination, totalement irréaliste en apparence, se révéla être le fruit de liens intimes avec le commissaire d'Ukraine. En effet, l'intervention du frère de Bronevoj, qui était par ailleurs le chef du 2^e département économique de la GPU d'Ukraine, et qui avait adressé une requête en faveur du « trotskiste », fut décisive. Or, ce chef de département de la GPU était un très vieux frère d'armes de Balickij, le seul collaborateur que le chef de la GPU d'Ukraine appelait de son prénom — Sacha. Arrivé à la GPU, S. Bronivoj commença par racheter sa faute devant le parti et les caractéristiques de sa fiche de parti portèrent mention du fait que, travaillant dans la GPU à Kiev, S. Bronivoj avait pris une part active à la destruction de l'opposition trotskiste, arrêtant personnellement les trotskistes de l'Institut d'économie qu'il avait réussi à attirer dans l'opposition⁸⁰.

80. GAHO [Gosudarstvennyj arhiv Har'kovskoj oblasti], f. 99, op 3, d. 354, l. 409.

À propos de l'atmosphère un peu particulière qui régnait parmi les tchékistes ukrainiens, Zin'ko-Flejšman nota plus tard que, à partir de 1929, dans l'appareil central de la GPU d'Ukraine où il travaillait, régnait « une ambiance de clans, d'entraide mutuelle, de lèche et de décomposition. Le recrutement de l'appareil et la mutation des cadres se faisaient en fonction d'une même origine géographique (*zemljačestvo*), de soutiens réciproques, dans la connivence visant à masquer les délits et la soumission du travail opérationnel aux intérêts du groupe »⁸¹. Mais tous ne se satisfaisaient pas de ce mode de fonctionnement. Au printemps 1929, une lettre anonyme avait été adressée aux secrétaires des comités de parti des principales usines d'Ukraine ainsi qu'à Stalin et au président de l'OGPU de l'URSS, Menžinskij, dans laquelle étaient décrits des détails saillants de la vie des tchékistes ukrainiens. Dans la lettre en question, on pouvait lire notamment :

Un état d'esprit de clans règne dans nos organes, il n'y a pas de droiture, et la diplomatie y a pris des proportions absolument invraisemblables. Parmi les collaborateurs et en particulier le personnel dirigeant, l'ivrognerie, la criminalité se sont développées à grande échelle, et non seulement on ne lutte pas contre cet état de choses, mais au contraire, [ces excès] sont cachés aux organes du parti, voire couverts, afin de ne pas saper l'autorité des organes et ne pas devoir sortir les immondices hors de la maison. Le personnel dirigeant, dans de nombreux services, est composé de ci-devants officiers, intellectuels, petits-bourgeois, etc., des dépravés, idéologiquement étrangers au parti et aux organes de la GPU. Malgré les directives du parti, le système des promotions de classe a été complètement abandonné ces derniers temps et, dans certains cas, les tchékistes issus de la classe ouvrière sont l'objet de brimades⁸².

La lettre fournissait, à l'appui de ses accusations, des noms concrets parmi lesquels figuraient ceux de quelques-uns des dirigeants de la GPU. Les faits cités dans cette dénonciation anonyme furent presque entièrement confirmés par la suite. Cependant, lors de la réunion ouverte du parti et du komsomol de la GPU, devant un auditoire de plus de 500 personnes, la lettre fut considérée — après un exposé de Balickij — comme résultant d'un acte contre-révolutionnaire et il fut exigé « une punition sans clémence [...]. Il faut — indiquait la résolution — marquer les traîtres au fer rouge et les chasser de nos rangs »⁸³.

Le 2 mars 1929, Balickij avait été néanmoins obligé de rédiger une explication à l'adresse du premier secrétaire du Comité central du KP(b)U, Kosior, dans laquelle il niait la majorité des faits reprochés aux cadres dirigeants et précisait qu'il avait donné des instructions pour découvrir les auteurs de la lettre anonyme⁸⁴. Le « justicier » fut effectivement découvert en la personne d'un collaborateur du Département opérationnel de la GPU d'Ukraine, Fomin, qui, à la suite d'accusa-

81. GA SBU, Kiev, d. 59881 FP, l. 124.

82. CGAOOU, f. 1, op. 20, d. 2994, l. 193-194.

83. *Ibid.*, l. 192.

84. *Ibid.*, l. 191.

tions démagogiques et non confirmées, fut déporté dans un camp de concentration. Les directions de l'URSS et de l'Ukraine n'avaient donc pas réagi à ce signal. À l'époque, le travail du président de la GPU leur était utile.

La dilapidation des fonds de l'État, qui fait partie des déviations enregistrées dans le comportement de Balickij, est un défaut qui apparaît comme une sorte de constante dans l'histoire des services spéciaux communistes, et l'Ukraine ne fait pas exception. Ainsi, le 29 janvier 1933, le chef de la GPU de l'*oblast'* d'Odessa, Ju. Percov, fut démis de ses fonctions pour avoir dépensé des sommes importantes en faveur de sa maîtresse, l'actrice Z. Vansovič, et pour avoir systématiquement organisé, pendant les heures de service, des beuveries qui duraient parfois plusieurs jours. Peu après, le collègue de l'OGPU de l'URSS condamna Percov à plusieurs années de détention « pour contrebande ».

Une mission effectuée par le plénipotentiaire de la Commission de contrôle soviétique, Šabljevskij, conclut à la nécessité de démettre de leur fonction, par décision du Comité central du VKP(b) du 25 mai 1934, le chef de la Direction générale de la milice ouvrière et paysanne d'Ukraine (GURKM), P. Semenov, et l'adjoint du président de la GPU d'Ukraine, K. Karlson, pour « manquements grossiers dans la gestion financière et économique de la milice d'Ukraine »⁸⁵.

Ce fut un coup dur pour l'autorité de Balickij qui avait lui-même fait l'objet d'un blâme du parti. Cependant, le commissaire ne laissa pas tomber ses subordonnés fautifs, lesquels avaient essayé, autant qu'ils le pouvaient, de sauver leur chef (on avait caché à la commission la dépense de près d'un million de roubles pour les besoins de la direction de la GPU d'Ukraine). En juillet 1934, K. Karlson fut nommé chef de l'administration de la GPU de l'*oblast'* de Kharkov et, un mois plus tard, P. Semenov, que le Comité central du parti ukrainien avait exclu des postes de direction pendant une durée de deux ans, devint chef de la 8^e section du Département opérationnel du NKVD d'Ukraine (un an plus tard, il deviendrait adjoint du chef de la Direction du NKVD pour l'*oblast'* de Kharkov et chef du Département opérationnel de la GUGB de la région militaire de Kharkov). Celui qui, en définitive, eut le plus à souffrir des incidences du contrôle financier, fut le chef du Département financier de la GPU d'Ukraine, A. Janiševskij, qui fut envoyé dans un camp de travail du GULAG. Néanmoins, il revint rapidement à Kiev où il fut affecté à l'administration de la Direction des routes du NKVD d'Ukraine. Comme on le voit, les autorités restaient indulgentes malgré l'accumulation d'éléments compromettants.

Concurrence et inimitié entre dirigeants

Durant sa carrière en Ukraine, Balickij fut surtout confronté au président du *Sovnarkom* d'Ukraine, A. Ljubčenko, qui avait été nommé à ce poste en avril 1934. Le commissaire du NKVD d'Ukraine, soutenu par P. Postyšev et par le secrétaire du Comité central du parti communiste ukrainien, N. Popov, considérait que

85. GAHO, f. 2, op 1, d. 501, l. 8, 10.

Ljubčenko n'avait pas le droit, en tant que ex- *SR-borot'vist*, à remplir la fonction de chef du gouvernement de la république. Cependant, la véritable raison de cette inimitié pour le président du *Sovnarkom* fut dévoilée plus tard par l'ami personnel de Balickij, le commandant des troupes de la région militaire de Kiev, I. Jakir :

Dans cette question, c'étaient les relations entre la République et le Comité central qui étaient en jeu. Comment ce Ljubčenko passerait devant Balickij en tant que président du *Sovnarkom* de l'Ukraine. Je sais que, dans cette question, Postyšev était très actif et assidu aux côtés de Balickij. Tous deux, Balickij et Postyšev, m'ont injurié pour avoir soutenu les « Petliouriens »⁸⁶.

Mais le président du *Sovnarkom* d'Ukraine bénéficiait d'un soutien solide de la part de la direction moscovite et se trouvait donc hors de portée de Balickij et de Postyšev. Ces derniers durent se borner à recueillir des documents compromettants sur Ljubčenko. Le commissaire à l'Intérieur d'Ukraine ne se contentait pas d'épier son ennemi, le président du *Sovnarkom*, mais également ceux des camarades du parti avec lesquels il avait de prétendues relations amicales. Il exigeait du chef du Département opérationnel de la Direction de la sécurité d'État du NKVD d'Ukraine, P. Šostak-Sokolov, que celui-ci « l'informe personnellement de tous les aspects de la vie professionnelle et personnelle des membres du *Politbjuro* du Comité central du KP(b)U : où ils vont dans le cadre de leur vie privée, qui leur rend visite, que se passe-t-il chez eux, quelles sont leurs relations ».

Balickij s'intéressait particulièrement aux liens qu'entretenaient les dirigeants ukrainiens avec leurs collègues moscovites « aussi bien dans leurs conversations avec Moscou que lors de leurs voyages personnels à Moscou : chez qui ils vont et combien de temps ils restent chez l'un ou l'autre membre du *Politbjuro* du Comité central du VKP(b) »⁸⁷.

Pour satisfaire la curiosité de leur commissaire, P. Šostak-Sokolov et son adjoint A. Amirov-Pievskij utilisaient des gardes du corps, des femmes de ménage et autres employés. Même les domestiques de S. Kosior informaient régulièrement la direction tchékiste de la vie personnelle des chefs du parti d'Ukraine. Balickij tenta également de réunir des matériaux compromettants sur les secrétaires des comités d'*oblast'* du parti ukrainien pour les tenir en main et il faisait pression sur les chefs des directions d'*oblast'* du NKVD pour que ceux-ci lui communiquent tout type d'information dénigrant la direction politique et économique de leur *oblast'*. Cependant, parmi les différentes formes de surveillance exercées, les filatures des dirigeants du parti et des soviets de la république que faisait effectuer Balickij ne venaient pas de sa propre initiative. Il n'agissait que sur les directives du Kremlin, les organes de la sécurité d'État surveillant les dirigeants régionaux sous prétexte de garantir leur sécurité. Ainsi, par exemple, le chef de la Direction du NKVD de

86. P. Bačinskij, D. Tabačnik, « Gibel' prem'era : versii i fakty » (Le meurtre du premier ministre : les versions et les faits), *Raduga*, 2, 1991, p. 88.

87. GA SBU, Kiev, d. 56297 FP, l. 56.

l'*oblast* de Leningrad, F. Medved', envoyait quotidiennement un rapport détaillé à Moscou sur l'activité de son ami personnel, S. Kirov⁸⁸.

Tous les « péchés » reprochés à Balickij ont été évidemment utilisés pour la fabrication de son affaire. Cependant, ils ne jouèrent qu'un rôle secondaire dans son procès. Aux yeux de Ežov, ces travers étaient insignifiants. En revanche, l'insatisfaction de Balickij concernant ses attentes en tant que dirigeant et sa marge d'action tint une place décisive dans son éviction. Selon les propos rapportés par l'un de ses collaborateurs :

Le retour de Balickij en Ukraine en 1932-1933 l'a démoralisé, il s'est alors indûment considéré comme blessé. À ce moment-là et par la suite, Balickij a plus d'une fois rappelé qu'il avait dépassé « l'échelle de l'Ukraine » et, qu'en tant que président de la GPU d'Ukraine, il devait être promu, mais on ne lui accordait pas d'avancement dans sa carrière⁸⁹.

Effectivement on bloqua sa promotion et, lors de l'arrivée de Ežov au poste de commissaire du NKVD de l'URSS en septembre 1936, Balickij comprit rapidement qu'on n'allait pas lui donner satisfaction. Toutefois, il nourrit quelques illusions dans les premiers temps. Après la réception donnée par Ežov, il rentra en Ukraine avec des ailes, annonçant à ses collaborateurs que l'accueil que lui avait réservé Ežov lui donnait à penser qu'il serait bientôt son premier adjoint. Mais le temps passa et le transfert de ses fonctions à la Lubjanka était continuellement différé. Face à ses subordonnés, Balickij justifia la situation de la manière suivante :

Je suis membre du CC du VKP(b), mon autorité opérationnelle est connue et, dans la mesure où Ežov n'a pas d'autorité opérationnelle à la hauteur, si j'arrive à Moscou il peut très bien se trouver que Stalin nous appelle, moi et Ežov ensemble, ce qui serait désagréable pour Ežov⁹⁰.

Balickij ressentit le premier signe de manque de confiance de Ežov à son égard après le procès « du centre parallèle trotskiste anti-soviétique » à Moscou. Il avait alors demandé les procès-verbaux de l'interrogatoire de Ja. Livšic et essuyé un refus. Il comprit à ce moment-là que Livšic l'avait manifestement sali. Pourquoi Ežov avait-il senti le besoin de discréditer Balickij qui s'était particulièrement distingué dans la lutte contre les ennemis du parti ?

Il est difficile de répondre clairement à cette question. Selon toute vraisemblance, le commissaire du NKVD de l'URSS, qui était en train d'accomplir les plans monstrueux de la Grande Terreur, essayait de prouver à Stalin qu'il était le seul à pouvoir entreprendre une véritable lutte contre les ennemis du peuple et que l'existence d'un nombre colossal de contre-révolutionnaires non découverts, de

88. V. I. Berežkov, *Piterskie prokuratory. Rukovoditeli VČK-MGB (Les procureurs de Saint-Petersbourg. Les dirigeants du VČK-MGB)*, Saint-Petersbourg, 1998, p. 89.

89. CGAOOU, f. 263, op 1, d. 45896 FP, t. 3, l. 93.

90. *Ibid*, d. 44539, l. 25.

trotskistes, d'espions de diverses sortes mettait en évidence l'inactivité de la direction supérieure du NKVD de l'URSS. Ce n'est pas un hasard, d'ailleurs, si parmi les premières têtes tombées figuraient nombre de proches de l'entourage de Jagoda.

Balickij, cet intrigant de longue date, a vite compris qui était Ežov :

Un homme très rusé, qui a une grande expérience du travail dans le CC, qui connaît bien « la cuisine » et la manière de manipuler les gens. Dans ce domaine, Jagoda est un petit garçon comparé à Ežov. Ežov a ses gens (*svoi ljudi*) dans l'appareil du NKVD qui lui rapportent tout ce qui s'y passe par-dessus la tête des dirigeants locaux⁹¹.

Désormais, le commissaire du NKVD d'Ukraine n'avait plus à lutter pour devenir patron du commissariat de l'URSS, mais pour sa propre vie et il perdit cette bataille. Il la perdit dans une grande mesure parce que Ežov sut utiliser les « propos oppositionnels » qu'il avait tenus et il s'avéra que ces propos furent nombreux.

Ainsi, ayant été personnellement témoin de la résistance paysanne en 1930, Balickij avait déclaré à ses subordonnés que « Stalin avait outrepassé les limites avec la collectivisation »⁹². Ce qui ne l'empêcha pas, du reste, de continuer à agir avec détermination et sans merci. Il prit maintes fois la tête d'unités à cheval de la GPU dans les villages rebelles. Lors de leur arrestation, des collaborateurs du NKVD d'Ukraine ont rapporté d'autres propos anti-staliniens de Balickij qui aurait dit, notamment, que Stalin avait créé un régime politique impossible dans le parti et le pays et que, dans ces conditions, toute pensée créatrice ne pouvait que s'effondrer, que le CC disposait des individus comme de pions, qu'il offensait les vieux cadres émérites et qu'une telle politique mènerait inmanquablement à la catastrophe...

Au cours des dernières années de son existence, Balickij affirmait que Stalin était un dirigeant cruel, que l'homme pour lui n'était rien, qu'il menait le pays comme un « potentat oriental » et qu'apparemment en Russie il était impossible de faire autrement. Lors de la mort d'Allilueva, Balickij déclara qu'« elle avait contribué à tempérer le caractère cruel de Stalin et qu'après sa mort plus personne ne pourrait remplir cette fonction »⁹³.

Le commissaire du NKVD d'Ukraine pouvait-il effectivement s'exprimer ainsi ? Le fait est parfaitement probable dans la mesure où il n'accordait pas à ses propres dires une signification sacrée. Mais la portée de ses propos fut largement amplifiée pour le détruire.

Cette rétrospective du parcours de Balickij mériterait, en définitive, d'être replacée dans le contexte des biographies collectives de l'establishment communiste des années 1920-1930, qui restent en grande partie à écrire, et qui éclaireraient

91. *Ibid.*, d. 45886 FP, l. 50.

92. *Ibid.*, l. 49.

93. *Ibid.*

la place décisive du paradigme humain dans la compréhension des tendances générales de l'histoire soviétique. Pour conclure temporairement rappelons que, parmi les 139 membres et candidats au Comité central du VKP(b) élus au XVII^e congrès du parti en 1937, 96 ont été fusillés dont trois n'ont pas été réhabilités jusqu'à présent. Il s'agit de Jagoda, Ežov et Balickij.

(traduit du russe par Catherine Gousseff)

*Académie nationale des sciences d'Ukraine
Institut d'études politiques et ethnonationales
Kiev*

shapoval@history.kiev.ua

Abréviations

CIK	Central'nyj ispol'nitel'nyj komitet Comité exécutif central
ČK	Črezvyčajnaja komissija po bor'be s kontrrevoljuciej i sabotažem Commission extraordinaire pour la lutte contre la contre- révolution et le sabotage
CUPČREZKOM	Central'noje upravlenie črezvyčajnyh komissij... Administration centrale des commissions extraordinaires...
DVK	Dal'ne-Vostočnyj Kraj <i>Kraj d'Extrême-Orient</i>
EKO	Ekonomičeskij otdel Département économique
EKU	Ekonomičeskoe upravlenie Direction économique
GPU	Gosudarstvennoe političeskoe upravlenie Administration politique d'État
GUGB	Glavnoe upravlenie gosudarstvennoj bezopasnosti Administration centrale de la sécurité d'État
GURKM	Glavnoe upravlenie raboče-krest'janskoj milicii Direction générale de la milice ouvrière et paysanne d'Ukraine
KP(b)U	Kommunističeskaja partija (bol'ševikov) Ukrainy Parti communiste (des bolcheviks) d'Ukraine
KRO	Kontrazvedyvatel'nyj otdel Département du contre-espionnage
NKVD	Narodnyj komissariat vnutrennih del Commissariat du peuple à l'Intérieur
OGPU	Ob'edinennoe gosudarstvennoe političeskoe upravlenie Administration politique unifiée d'État
OO	Operativnyj otdel Département opérationnel
POW	Polska Organizacja Wojskowa Organisation militaire polonaise
RKP(b)	Rossijskaja kommunističeskaja partija (bol'ševikov) Parti communiste (des bolcheviks) de Russie
RSDRP(b)	Rossijskaja social-demokratičeskaja rabočaja partija (bol'ševikov) Parti ouvrier social-démocrate (des bolcheviks) de Russie
<i>Sledkom</i>	Sledstvennaja komissija Commission d'instruction

SNK	Sovet narodnyh komissarov Conseil des commissaires du peuple
SO	Sekretnyj otdel Département secret
SOO	Sekretno-operativnyj otdel Département secret opérationnel
SVU	Spilka vizlovennja Ukraïni Union pour la libération de l'Ukraine
UAPC	Ukrainskaja avtokefal'naja pravoslavnaja cerkov' Église orthodoxe autocéphale d'Ukraine
VČK	Vserossijskaja črezvyčajnaja komissija po bor'be s kontrevoljuciej i sabotadžem Commission extraordinaire de Russie pour la lutte contre la contre-révolution et le sabotage
VUČK	Vseukrainskaja črezvyčajnaja komissija... Commission extraordinaire d'Ukraine...
VUCIK	Vseukrainskij central'nyj ispol'nitel'nyj komitet Comité exécutif central d'Ukraine
<i>Vseukrrevkom</i>	Vseukrainskij revoljucionnyj komitet Comité révolutionnaire d'Ukraine

Fonds d'archives

CAFSB RF	Central'nyj arhiv Federal'noj služby bezopasnosti Rossijskoj Federacii
CGAOOU	Central'nyj gosudarstvennyj arhiv obščestvennyh ob'edinenij Ukrainy
CGAVOU	Central'nyj gosudarstvennyj arhiv Vysših organov vlasti i upravljenja Ukrainy
GA SBU	Gosudarstvennyj arhiv Služby bezopasnosti Ukrainy
GAHO	Gosudarstvennyj arhiv Har'kovskoj oblasti